

Article 31 du Règlement

pour malades et l'assistance aux anciens combattants et aux personnes âgées. L'an dernier, elle a secouru 13 000 Canadiens dans des situations d'urgence sans gravité ou lors de catastrophes importantes.

Chaque fois qu'il est question dans les médias de catastrophe naturelle ou de guerre, nous apprenons aussi que la Croix-Rouge est présente pour aider les victimes. L'an dernier, elle a acheminé une aide d'environ 34 millions de dollars, dont ont pu profiter des personnes venant de 80 pays.

J'invite tous les députés à se joindre à moi pour souhaiter à la Société de la Croix-Rouge et à ses bénévoles un excellent mois de la Croix-Rouge.

* * *

[Français]

LES COLLÈGES DE LANGUE FRANÇAISE EN ONTARIO

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, la mise en place de collèges postsecondaires en Ontario est toujours préoccupante pour un grand nombre de citoyens et en particulier d'étudiants qui veulent poursuivre leurs études.

Selon l'Ontario, la chicane est prise entre le gouvernement fédéral et eux.

Je veux lire textuellement un communiqué de presse émis par le ministre de l'Éducation et de la Formation de l'Ontario, David Cooke, dans lequel il dit, et je cite:

Si ce que j'entends est vrai, le gouvernement fédéral est-il en train de renier l'entente qu'il a conclue avec la province quant au financement d'un collège de langue française dans le nord et d'un autre dans le sud-ouest? Cela fait déjà un an que la province est prête à signer l'entente avec le gouvernement fédéral. Combien de temps encore les francophones du nord et du sud de la province devront-ils attendre que le fédéral prenne la décision à leur sujet?

• (1410)

Il y a un collège communautaire à Ottawa. Il y a 2 900 étudiants dans ce collège et ceux-ci ont le droit à une éducation en français, en Ontario. La Constitution leur donne ce droit.

Je demande donc au gouvernement de se bouger et d'en venir à une conclusion avec la province d'Ontario et d'en arriver à une entente qui permettra l'acquisition des terrains nécessaires et de l'édifice en question.

[Traduction]

LES PÊCHES

M. Peter L. McCreath (South Shore): Monsieur le Président, je crois comprendre qu'un comité spécial du Cabinet travaille actuellement à l'élaboration d'un programme d'aide aux personnes et aux localités victimes de l'importante réduction des quotas de poissons de fond dans la région de Scotia-Fundy et dans celle du Golfe.

Je veux signaler au gouvernement le caractère urgent de la situation. Dans les localités côtières telles que Lockeport, Lunenburg et Louisbourg, il y a beaucoup de gens dont les prestations d'assurance-chômage sont épuisées ou qui n'ont pas été capables de travailler suffisamment pour y être admissibles. Le nombre de personnes dans cette situation montera en flèche au cours des deux ou trois prochaines semaines.

Je prie instamment le gouvernement, et en particulier les ministres des Pêches et de l'Emploi, de faire une annonce cette semaine pour dire clairement aux habitants des localités touchées que le gouvernement du Canada est là pour les aider en cette période difficile.

Aujourd'hui, le gouvernement doit dire clairement à ces gens que l'aide s'en vient et qu'elle sera adéquate.

* * *

[Français]

LA PAUVRETÉ

L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel): Monsieur le Président, hier soir, la télévision de Radio-Canada présentait une émission bouleversante sur la pauvreté à Montréal. Je félicite M^{me} Dussault, l'animatrice, et M^{me} Payette, la réalisatrice, qui ont su nous montrer la misère humaine qui est malheureusement le propre de trop de citoyens, mais sans pour autant porter atteinte à la dignité de ces pauvres mères de famille et de ces pauvres enfants.

En neuf ans de régime conservateur, l'écart entre les riches et les pauvres n'a jamais cessé de s'accroître. Il est urgent d'avoir des élections pour remplacer ce gouvernement voué aux intérêts des plus riches par une équipe libérale qui a du coeur, de la compassion et une volonté bien ferme d'aider les plus démunis de notre société.